Mai 2010
N°8

BULLETIN D'INFORMATION DE L'EIN

Événements du Réseau

2 et 3 mai 2010 : Séminaire de l'EIN à Rome organisé avec Farefuturo «Valeurs politiques et attentes individuelles: comment combler le fossé».

12 mai 2010 : Petit-déjeuner de travail de l'EIN à Bruxelles: «Les États-Unis et les problématiques mondiales».

12 mai 2010 : Audition spéciale à propos de la *Stratégie Europe 2020* avec la participation d'experts de l'EIN.

Recherche et Débats EIN:

Le **petit-déjeuner de travail de l'EIN portant sur le thème «Les attentes des jeunes en Europe»** a eu lieu à Bruxelles le 14 avril 2010. À cette occasion, un article de Sara Pini parrainé par la Konrad Adenauer Stiftung et le Centre for European Studies (CES) a fait l'objet d'un débat commenté, faisant suite à de précédentes recherches effectuées par Sara Pini, Anna Stellinger et Raphaël Wintrebert à la Fondation pour l'innovation politique. Le petit-déjeuner de travail a mis l'accent sur la participation politique des jeunes générations.

De précédentes études ont démontré la présence de nouvelles attentes parmi les jeunes:

- l'importance centrale de la vie professionnelle;
- l'importance de l'autonomie, accompagnée de la nécessité de bénéficier d'un soutien direct à leurs plans de carrière professionnelle (certains pays ont réalisé l'expérience consistant à restituer directement aux jeunes les prestations sociales que leurs parents avaient l'habitude de recevoir en leur nom. La plupart de ces expériences sont considérées comme positives.)
- le besoin d'une sécurité de l'emploi;
- la demande de voir l'État intervenir.

Ces attentes ne se traduisent pas par une plus grande participation aux élections. La participation des jeunes générations aux élections, y compris les élections européennes, est globalement en déclin. Selon une étude réalisée dans 27 États membres, cette faible participation ne peut être corrélée ni à une lassitude électorale (en raison d'élections ayant eu lieu peu de temps auparavant), ni au caractère obligatoire ou non de celles-ci, ni à la taille de la circonscription, ni à l'expérience des élections au cours de l'histoire d'un pays donné. Elle ne peut pas non plus être attribuée à un manque de popularité des institutions européennes: dans la plupart des pays, le Parlement européen est une institution populaire parmi les jeunes. La demande va même dans le sens d'un engagement plus actif de la part du Parlement européen, ou de voir des députés présents à temps plein au PE, disposant d'une expérience éprouvée dans les affaires européennes. L'abstention parmi les jeunes électeurs comprend une dimension clairement protestataire:

- protestation contre les politiques et les gouvernements nationaux,
- protestation contre «cette Europe-là»,
- protestation habituelle contre la vie politique.

Le problème n'est pas la capacité des jeunes à s'engager; en effet, ils travaillent bénévolement, ils participent à des grèves, ils se mobilisent au travers d'internet et à l'occasion de pétitions, ils sont pour les référendums et les consultations locales. Le problème n'est même pas la démocratie représentative en tant que telle. Ils souhaitent simplement que leur voix compte. Selon Sara Pini, c'est la raison pour laquelle ils recherchent:

- des débats politiques sur des sujets les intéressant directement;
- des options politiques bien définies, se soldant clairement par une victoire ou un échec à la fin du processus;
- des politiques aux intérêts bien définis: qui en bénéficiera, qui en sera lésé?

Le séminaire de l'EIN sur le futur des forces politiques paneuropéennes a eu lieu à Bruxelles le 29 avril en collaboration avec le CES, la fondation politique du PPE. La discussion a débuté par un exposé présentant l'ouvrage de Wojciech Gagatek (Université de Varsovie), «European Political Parties as Campaign Organisations» («les partis politiques européens en tant qu'organisateurs de campagnes»), CES, 2009. Son intervention a été suivie de commentaires, inspirés des leçons des dernières élections, de la part d'Antonio Lopez-Isturiz, secrétaire général du PPE; Christian Kremmer, secrétaire général adjoint du PPE; Luc Vandeputte, secrétaire général adjoint du PPE; Tomi Huhtanen, directeur du CES; Roland Freudenstein, directeur de recherche au CES.

Selon Wojciech Gagatek, «Ce qui pourrait accroître l'influence des partis au Parlement européen sans réforme des traités, c'est le sujet dont nous avons parlé précédemment: la poursuite de la politisation des affaires européennes, tant en ce qui concerne les idéaux politiques que les ambitions politiques personnelles, sur l'ensemble de l'éventail politique de la gauche à la droite, non seulement au Parlement mais également dans les autres institutions européennes. La littérature a largement débattu de la manière dont une telle révolution pourrait changer non seulement le mode de fonctionnement de l'UE, mais également la façon dont elle pourrait catalyser un intérêt accru pour les politiques européennes parmi les citoyens de l'Union. Du point de vue des partis au PE, un tel changement leur offrirait de grandes opportunités sans pour autant bouleverser l'architecture institutionnelle de l'UE. Non seulement les citoyens s'intéresseraient davantage aux activités de ces institutions mais, plus important encore, les partis au PE gagneraient encore en pertinence aux yeux de leurs partis constitutifs, qui souhaiteraient volontiers faire partie de la coalition victorieuse de partis nationaux sous l'égide de leur parti au PE, tout à la fois en ce qui concerne leurs idéaux politiques et leurs ambitions politiques personnelles. Dans ce contexte, la question la plus importante, c'est la nomination du président de la Commission européenne selon les directives de parti.»

Il a été constaté que la visibilité du PPE reste faible que ses partis constitutifs répugnent encore à se présenter à des élections nationales sous sa bannière. C'est pourquoi le PPE, aux ressources financières limitées, n'a pas pu agir en tant que véritable organisateur de campagne électorale lors des dernières élections européennes. Il a plutôt joué le rôle d'un «animateur» proposant un menu à la carte composé d'options politiques et de sondages d'opinions mis à la disposition des gestionnaires des différentes campagnes nationales. Après la campagne électorale, le PPE conserve son rôle d'«animateur», par exemple, entre les ministres des partis membres qui prennent part aux différents conseils des ministres à Bruxelles. D'autres initiatives pourraient être envisagées, telles que la désignation par les partis paneuropéens d'un candidat pour la présidence de la Commission (comme l'ont fait le parti et le groupe PPE pour Barroso en 2009), des incitants financiers visant à encourager les chaînes de télévision publiques à diffuser des débats européens, et même une liste électorale paneuropéenne pour 10 % des membres du PE. Mais ce qui importe le plus, c'est de pouvoir définir des positions politiques auxquelles s'identifier et pour lesquelles on est prêt à se battre.

Franck Debié,
Directeur politique de l'EIN

Sur le site de l'EIN

La crise grecque et ses répercussions

Ross Walker, «Greece : what needs to be done? - Short-term financial support» («Grèce: que faut-il faire? Un soutien financier à court terme»), *Food for Thought* n° 2

Jacques Delpla, «Addressing the Greek Crisis and the Balance of Payments Crisis in the Mediterranean countries» («Aborder la crise grecque et la crise de la balance des paiements dans les pays méditerranéens»), *Food for Thought n°3*

Sur le réseau EIN:

Thierry Chopin (dir.), Michel Foucher (dir.), «L'état de L'Union 2010, Rapport Schuman sur l'Europe», Paris, *Lignes de Repères*, 2010

Fernando Fernandez (dir.), Fernando Navarette (dir.), «The Reform of the International Financial System» («La réforme du système financier international»), Avant-propos de José Maria Aznar, Madrid, FAES, 2009